

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE
SAINT-TITE-DES-CAPS
MRC DE LA CÔTE-DE-BEAUPRÉ

Règlement # 492-2016

Concernant l'adoption du budget 2017 et des divers taux de taxes et compensations applicables pour la même année

Considérant que le Conseil de la Municipalité de Saint-Tite-des-Caps se doit d'adopter un budget équilibré pour l'année 2017 ;

Considérant qu'il y a lieu d'imposer diverses taxes et compensations pour faire face aux obligations de la Municipalité pour l'exercice financier 2017 ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer le taux d'intérêt sur les comptes dus, de même que certaines modalités de paiement ;

Considérant qu'un avis de motion a régulièrement été donné à une séance de ce conseil tenue le 5 décembre 2016;

Par conséquent, il est proposé par M. Normand Duclos, Conseiller appuyé par Mme Anne-Marie Asselin, Conseillère et résolu unanimement

Que le règlement # 492-2016 concernant l'adoption du budget 2017 et des divers taux de taxes et compensations applicables pour la même année soit et est adopté et qu'il soit statué et décrété par ce règlement ce qui suit :

Article 1: Titre du règlement

Le règlement adopté porte le titre suivant: « Règlement # 492-2016 concernant l'adoption du budget 2017 et des divers taux de taxes et compensations applicables pour la même année ».

Article 2: Adoption du budget

Le Conseil municipal de Saint-Tite-des-Caps adopte le budget 2017 suivant :

Recettes		
Taxes	1 584 069	
Comp. tenant lieu de taxes	10 000	
Subventions gouvernementales	260 194	
Services rendus	51 800	
Imposition de droits	60 750	
Amendes et pénalités	7 000	
Intérêts gagnés	11 500	
Appropriation surplus accumulé	0	
Total des recettes		1 985 313 \$

Dépenses		
Administration générale	356 916	
Sécurité publique	288 418	
Transport routier	443 414	
Hygiène du milieu	220 978	
Santé et bien-être	6 900	
Urbanisme	111 238	
Loisirs et culture	101 164	
Frais de financement – intérêts	52 065	
Remb. capital dette à long terme	276 020	
Dépenses d'investissements	128 200	
Total des dépenses		1 985 313 \$

Article 3 : Taxe foncière

Article 3.1 : Une taxe foncière pour la catégorie résiduelle est décrétée pour l'année 2017 sur tous les biens fonds imposables de la Municipalité de Saint-Tite-des-Caps au taux de 0,61 \$ du cent dollars d'évaluation. Ladite taxe foncière est décrétée sur tous les immeubles imposables pouvant être assujettis à ladite taxe selon le rôle d'évaluation en vigueur ainsi que sur tout immeuble ou biens fonds imposables susceptibles d'être portés au rôle d'évaluation incluant les exploitations agricoles enregistrées susceptibles d'être portés au rôle d'évaluation au cours de l'exercice financier 2017. Ladite taxe est répartie comme suit :

- Foncière générale	0,5173
- Foncière récupération	0,0000
- Sûreté du Québec	0,0762
- Foncière spéciale voirie	<u>0,0165</u>
	0,6100 \$

Article 3.2 : Une taxe foncière est décrétée pour l'année 2017 sur la partie imposable selon la Loi sur la fiscalité municipale, L.R.Q. C.c. 21 sur certains immeubles (immeubles du réseau des Affaires sociales, des écoles élémentaires et secondaires) comme taxe foncière et de service selon le taux global de taxation provisoire 2017.

Article 4 : Taxe foncière générale (taux variés) - catégorie immeubles non résidentiels

Article 4.1 : Taxe sur les immeubles non résidentiels

Une taxe foncière pour la catégorie « immeubles non résidentiels » et sur les immeubles dont l'exploitant doit être titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur les établissements touristiques (chapitre E-14.2) et en vertu du Règlement sur les établissements d'hébergement touristiques est décrétée pour l'année 2017 conformément à la Loi sur la fiscalité municipale. Le taux décrété pour cette taxe est de 1,4567 \$ du cent dollars d'évaluation pour l'année 2017; soit .8467 ¢ plus .61 ¢ (taxe foncière).

Article 4.2 : Devoir d'information du propriétaire

Le propriétaire d'un immeuble doit informer le Directeur général par écrit de tout changement ou nouvel usage de son immeuble ou partie d'immeuble qui peut survenir au cours de l'exercice financier 2017. Si la Municipalité n'est pas informée par écrit, l'usage attribué à l'immeuble ou partie d'immeuble est présumé le même durant toute l'année 2017.

Article 5 : Compensation pour le service d'aqueduc, d'égout et de vidanges
Imposition d'une compensation pour le service d'aqueduc, d'égout et de vidanges pour l'exercice financier 2017.

Article 5.1 : Interprétation

- a) Usager : signifie tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble ou partie d'immeuble auquel le service d'aqueduc, d'égout et/ou de vidanges est offert.
- b) Aqueduc : désigne le service de distribution de l'eau.
- c) Égout : désigne le service d'égout.
- d) Vidanges : désigne le service de cueillette, transport et disposition des ordures.

Article 5.2 : Catégories d'usagers

Aux fins du présent article, les usagers des services d'aqueduc et d'égout sont déterminés selon les catégories d'immeubles et le nombre d'unités (article 9 du règlement # 302-1999). Voici le libellé :

Catégories d'immeubles	Nombre d'unités
1- Résidence unifamiliale	1 unité
2- Immeuble résidentiel à logements	1 unité/logement
3- Terrain vacant constructible de 30 m et moins de frontage	1 unité/terrain
4- Terrain vacant constructible de 31 m et plus de frontage	1 unité + 0,0333/m. excédentaire
5- Terrain vacant non constructible	0,0167/mètre
6- Exploitation agricole	1 unité/12 têtes de bétail
7- Institution financière	2 unités
8- Entrepôt	1 unité
9- Immeuble commercial de service de 12 employés et moins	1 unité
10- Immeuble commercial de service de plus de 12 employés	1 unité/12 employés
11- Hôtel, motel, maison de chambres	1 unité + 0,25/chambre
12- Foyer ou résidence d'accueil	1 unité + 0,25/chambre
13- Restaurant et casse-croûte de 35 places et moins	2 unités
14- Restaurant et casse-croûte de 35 places et plus	2 unités + 1/35 places
15- Épicerie avec équipement frigorifique à l'eau	2 unités + 1/compresseur à l'eau pour aqueduc

Aux fins du présent article, les usagers du service des vidanges sont répartis selon les catégories suivantes (article 11 du règlement # 452-2011). Voici le libellé :

Catégorie	Définition
Logement, résidence	Désigne une résidence ou unité de logement
Chalet	Désigne une résidence secondaire
Ferme	Désigne une exploitation d'agriculture et d'élevage
Commerce, conteneur 1 v.c.	Désigne un commerce possédant un conteneur de 1 verge cube
Commerce, conteneur 2 v.c.	Désigne un commerce possédant un conteneur de 2 verges cubes
Commerce, conteneur 4 v.c.	Désigne un commerce possédant un conteneur de 4 verges cubes
Commerce, conteneur 6 v.c.	Désigne un commerce possédant un conteneur de 6 verges cubes
Commerce, conteneur 8 v.c.	Désigne un commerce possédant un conteneur de 8 verges cubes

Tout commerce, industrie ou institution qui, après l'entrée en vigueur du présent règlement, effectuera des changements quant à la capacité de son ou ses contenants, verra son taux modifié.

Article 5.3 : Compensation

Une compensation destinée à pourvoir au paiement des dépenses relatives aux services d'aqueduc, d'égout et de vidanges pour l'exercice financier 2017 est imposée à chacun des usagers des catégories suivantes, aux taux indiqués ci-dessous, lorsque ce ou ces services sont utilisés réellement ou sont à la disposition de ces derniers. Lesdites compensations sont aux fins du présent règlement des tarifs décrétés en vertu des articles 244.1 et suivants de la Loi sur la fiscalité municipale.

Service d'aqueduc

- tarification financement (Village) : 94,03 \$/unité
- tarification entretien : 72,27 \$/unité
- tarification financement (St-Elzéar O.) : 452,64 \$/unité

Service d'égout

- tarification financement : 218,75 \$/unité
- tarification entretien : 133,35 \$/unité

Service de vidanges

- résidentiel, logement 135,00 \$
- chalet 135,00 \$
- commercial de base 135,00 \$
- ferme 250,00 \$
- commerce, conteneur 1 v.c. 330,00 \$
- commerce, conteneur 2 v.c. 660,00 \$
- commerce, conteneur 4 v.c. 1 320,00 \$
- commerce, conteneur 6 v.c. 1 980,00 \$
- commerce, conteneur 8 v.c. 2 640,00 \$

Une compensation destinée à pourvoir au paiement des dépenses relatives à l'entretien de certains chemins privés est imposée à chacun des usagers du chemin en question.

- Ceinture du Lac	310,00 \$/usager
- Chemin Cauchon	300,00 \$/usager
- Chemin Cauchon (été)	150,00 \$/usager
- Chemin des Bouleaux	500,00 \$/usager
- Domaine Armand-Crépeault	300,00 \$/usager
- Rue de la Forge	150,00 \$/usager

Article 5.4 : Compensation pour la collecte sélective pour les ICI (institutions, commerces et industries)

Tout commerce, industrie ou institution situés sur le territoire de la Municipalité est maintenant exonéré de cette taxation. En effet, la MRC de La Côte-de-Beaupré obtient maintenant une aide financière pour supporter ce service.

Article 5.5 : Paiement par le propriétaire

Dans tous les cas, les compensations imposées en vertu de l'article 5.3 doivent être payées par le propriétaire de l'immeuble auquel le service est offert.

Article 5.6 : Exigibilité des compensations pour services

Les compensations imposées en vertu de l'article 5.3 sont exigibles conformément à l'article 8 du présent règlement.

Article 5.7 : Changement d'usage en cours d'exercice pour un nouvel usage

Lorsqu'un usager d'une catégorie cesse d'utiliser un immeuble ou partie d'immeuble au cours de l'exercice financier 2017 et qu'un usager d'une autre catégorie commence à l'utiliser, les compensations imposées en vertu de l'article 5.3 sont ajustées en conséquence. Un remboursement ou une charge est alors envoyé au propriétaire de l'immeuble dans les trente (30) jours de l'avis de ce changement d'usage et ce, en tenant compte du nombre de jours écoulés sur l'ancien usage et à écouler sur le nouvel usage.

À chaque immeuble ou partie d'immeuble est attribuée une catégorie d'usage et cet usage continue de s'appliquer jusqu'à ce qu'un nouvel usage lui soit attribué.

Article 5.8 : Nouvel usage

Lorsqu'un usager commence à utiliser un immeuble ou partie d'immeuble au cours de l'exercice financier 2017, le propriétaire doit payer la compensation imposée en vertu de l'article 5.3 correspondant au prorata du nombre de jours restant à courir dans l'exercice financier selon les modalités prévues à l'article 8.

Article 5.9 : Devoir d'information du propriétaire

Le propriétaire d'un immeuble doit informer le Directeur général, par écrit, de tout changement ou nouvel usage de son immeuble ou partie d'immeuble qui peut survenir au cours de l'exercice financier 2017. Si la Municipalité n'est pas informée par écrit, l'usage attribué à l'immeuble ou partie d'immeuble est présumé le même durant toute l'année 2017.

Article 6 : Compensation tenant lieu de taxes

Article 6.1 : *Immeubles appartenant au gouvernement fédéral*

Une compensation sur certains immeubles appartenant au gouvernement fédéral est imposée pour l'année 2017 conformément aux dispositions de la Loi de 1980 sur les subventions aux municipalités (loi fédérale) et en vertu plus particulièrement de l'article 204, paragraphe 1.1 de la Loi sur la fiscalité municipale.

Article 6.2 : *Immeubles appartenant au gouvernement du Québec*

Une compensation pour les taxes foncières et services municipaux est imposée sur certains immeubles en vertu des articles 204 paragraphe 1, 204 paragraphe 1.2, 255 paragraphe 1 et 255 paragraphe 2 de la Loi sur la fiscalité municipale.

Article 6.3 : *Immeubles appartenant au réseau de la santé et des services sociaux*

Une compensation pour les taxes foncières et services municipaux est imposée sur certains immeubles en vertu plus particulièrement des articles 204 paragraphes 1.2 et 255 paragraphe 2 de la Loi sur la fiscalité municipale.

Article 6.4 : *Immeubles appartenant au réseau de l'éducation*

Une compensation pour les taxes foncières et services municipaux est imposée sur certains immeubles en vertu plus particulièrement des articles 204 paragraphes 13 et 255 paragraphe 4 de la Loi sur la fiscalité municipale.

Article 6.5 : *Immeubles appartenant à la Ville de Québec*

Une compensation pour les taxes foncières est imposée sur les immeubles appartenant à la Ville de Québec en vertu de la résolution CV-2005-0718 adoptée par la Ville de Québec. Le taux utilisé est celui de la taxe foncière tel qu'établi à l'article 3.1 du présent règlement.

Article 7 : Taux d'intérêt

Le taux d'intérêt sur les sommes dues à la Municipalité et qui ne sont pas payées avant la date d'échéance est fixé à 15.75 % l'an pour l'année 2017.

Article 8 : Modalités de paiement

Article 8.1 : Les comptes de taxes et compensations pour l'année 2017 sont payables comme suit :

- pour le premier versement, 30 jours après l'expédition du compte (29 mars 2017) ;
- pour le deuxième versement, 90 jours après l'échéance du premier versement (29 juin 2017) ;
- pour le troisième versement, 90 jours après l'échéance du deuxième versement (29 septembre 2017).

Les délais du deuxième et du troisième versement s'appliquent aux contribuables admissibles à plus d'un versement en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (supérieur à 300 \$).

Article 9 : Facture non émise

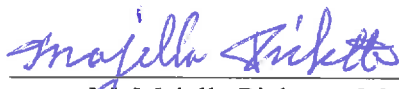
Aucune facture ne sera émise pour une modification qui est apportée au rôle d'évaluation foncière ou locative et qui engendre un montant payable de cinq dollars (5 \$) ou moins.

Aucun crédit ne sera émis pour une modification qui est apportée au rôle d'évaluation foncière ou locative et qui engendre un montant de cinq dollars (5 \$) ou moins.

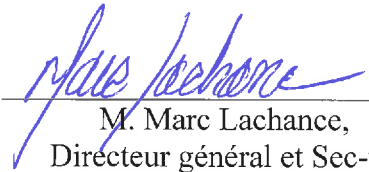
Article 10 : Entrée en vigueur

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

Adopté à Saint-Tite-des-Caps, ce 20^{ième} jour du mois de décembre 2016.



M. Majella Pichette, Maire



M. Marc Lachance,
Directeur général et Sec-trés.